TIZI-OUZOU

Kerrouche proteste contre son exclusion du raccordement au gaz naturel

La répartition des projets de développement qui relèvent des plans communaux ou des programmes sectoriels soulèvent toujours dans la wilaya de Tizi-Ouzou des problèmes de choix de terrain, de tracé et de bénéficiaires.

Qu'il s'agisse d'eau potable, de transport de l'énergie électrique ou de gaz naturel, d'équipements socio-culturels ou de revêtement de chemins et pistes, il y a toujours des villages et hameaux qui sont laissés en marge pour des raisons d'enveloppes financières insuffisantes, de programmation en tranches et parfois aussi pour des raisons électoralistes subjectives et sectaires. Des cas de ce genre sont innombrables dans la wilaya qui compte, rappelons-le, 1 400 villages et hameaux répartis sur 67 communes. Le village Kerrouche, commune d'Imsouhal, comptant plus de 2000 habitants selon les responsables de son comité, semble relever de l'un des cas ci-dessus, de la discrimination pure et simple, selon les intéressés qui viennent de saisir le wali, la direction de l'industrie et des mines, ainsi que leur APC contre l'exclusion dont ils sont victimes.

Les auteurs de cette requête soulignent la «gestion confuse et non transparente du projet contrairement à d'autres communes où les comités de village sont consultés sur l'itinéraire du gazoduc. Pire, le P/APC, trompant la vigilance des citoyens de la commune, aurait promis le raccordement de tous les villages au gaz naturel en une seule tranche, indiquent les auteurs des lettres.

Soulignant des aberrations incompréhensibles et intolérables, selon eux, les protestataires signalent que leur village est cerné de toutes parts par des villages bénéficiaires y compris lorsqu'ils s'agit d'habitations isolées et voisines et très proches des leurs. Ils n'omettent pas de rappeler un précédent datant de 20 ans pour appuyer leur thèse de discrimination délibérée. Ils auraient subi la même exclusion pour l'énergie électrique en 1989 où ils ont, disent-ils, frôlé le drame au cours de la fermeture du siège de l'APC, avant d'obtenir gain de cause… En fait d'exclusion, les responsables du comité de village semblent avoir gros sur le c?ur puisqu'«ils mettent en exergue, à titre d'exemple, les sacrifices consentis par le village, à savoir l'ouverture de la piste d'accès au village de 5 km, la construction d'une unité de soins, la réalisation des réseaux d'AEP et d'assainissement, les parcelles de terrain, uniques sources de revenus de 50 familles, mises à la disposition de l'Etat pour la construction d'une station de refoulement d'eau potable pour l'alimentation de toute la commune marquant ainsi, d'après eux, la ferme volonté des citoyens de Kerrouche d'améliorer leurs conditions de vie». Ces réalisations concrétisées par les seuls moyens des habitants du villages au prix de gros sacrifices sont mises en parallèle avec celles obtenues dans le cadre des PCD, à savoir une salle polyvalente non achevée depuis 1996 et le revêtement, en 2006, de la piste du village. S'adressant, dans une déclaration à part, aux citoyens de la commune, le comité de village qui condamne la gestion opaque du projet et les informations erronées distillées par le maire à propos de l'adduction de tous les villages au gaz naturel, précise l'objectif de sa protestation : «Il ne s'agit pas de créer la division et la zizanie au sein de la population mais de permettre à tous les citoyens de la commune de bénéficier du gaz naturel.» Dans cet esprit, il interpelle les autres élus de la commune sur l'étonnant silence qu'ils observent jusqu'à présent sur le sujet.

Il n'y a pas d'exclusion et encore moins de discrimination vis-à-vis de ce village, nous déclare par téléphone le deuxième vice-président d'APC qui aurait aimé qu'on se déplace sur les lieux pour prendre connaissance de tous les documents afférents à cette affaire. Il n'y a encore rien sur le terrain si ce n'est une étude technique et une dotation limitée allouée dans le cadre de la première tranche, déclare-t-il en substance. L'étude a porté sur 36,7 km dépassant ainsi de 1,7 km le programme de 35 km prévus dans le même cadre, nous indique t-il, signalant, au passage qu' une étude globale de 150 km couvrant toute la commune est en cours. Outre le mécontentement du village Kerrouche, le projet fait actuellement l'objet de l'opposition d'un autre village non inclus dans le tracé.

B. T.

COMPLEXE ÉLECTRO-INDUSTRIES D'AZAZGA

Les travailleurs exigent le départ du PDG

La tension est montée de plusieurs crans depuis la semaine dernière au complexe Électro-Industries d'Azazga, entreprise qui emploie 770 travailleurs et où les membres du syndicat d'entreprise sont en grève de la faim depuis 8 jours (voir notre édition précédente) appuyés par les travailleurs qui organisent des sit-in quotidiens de 11h à 12h30.

Désormais, les syndicalistes et les travailleurs exigent le départ pur et simple du PDG accusé de tous les maux. Ce samedi, journée qui coïncide avec la réunion du conseil d'administration et la venue d'un représentant du directoire de la Société de gestion et de participation (SGP), un nombre impressionnant des ces travailleurs et travailleuses (environ 500, le reste requis pour assurer la marche des machines, nous a-t-on dit) sont sortis des ateliers en scandant haut et fort le départ du PDG «Akniouna dehors, l'entreprise te dépasse» sous le bloc administratif où se tenait la réunion du conseil d'administration.

Visiblement très affecté, le PDG qui nous a reçu rejette en bloc les griefs retenus contre lui par les grévistes affirmant qu'il a toujours été légaliste vis-à-vis de la loi régissant l'activité syndicale et pour un dialogue constructif et serein avec les travailleurs et la stabilité de l'entreprise en progrès constant, selon lui, depuis 2005 avec à la clé des bénéfices distribués aux travailleurs. Il dénonce «le caractère illégal» de la grève imputant le mouvement à un règlement de comptes et à une tentative de déstabilisation de l'entreprise qualifiée de modèle au niveau régional à tous les niveaux. Il soutient enfin avoir tenté de relancer le dialogue comme convenu lors de la réunion d'Alger avec la SGP, que seuls 25 à 30% des travailleurs soutiennent la grève et que les syndicalistes outrepassent leurs prérogatives les accusant de vouloir gérer.

C'est tout un autre discours que tiennent les syndicalistes et les travailleurs qui entendent maintenir la pression jusqu'au départ du PDG dont ils dénoncent la gestion «archaïque, autoritaire et hasardeuse» criant haut et fort que «s'ils veulent garder le PDG qu'ils changent le syndicat et les travailleurs».

La colère des travailleurs, qui avaient reçu des motions de soutien des syndicats à l'exemple de Naftal, de l'éducation et de Taboukert, est montée d'un cran après avoir su que des syndicats venus les soutenir ont été interdits d'accès par le PDG. D'où un imminent appel à un sit-in de soutien de toutes les sections locales, selon un gréviste.

L'union locale UGTA d'Azazga a d'ailleurs fait publiquement état de sa solidarité indéfectible avec les travailleurs jusqu'à satisfaction de leurs revendications et appelé les pouvoirs publics à une solution. Sollicité pour avoir son appréciation de la situation, et selon un membre de la direction, le membre du directoire de la SGP a refusé de nous recevoir sous le prétexte qu'il ne peut pas se prononcer et suggéré que le journal aille les voir au siège d'Alger !

Fort, selon lui, de l'appui de 98% des travailleurs, le SG du syndicat d'entreprise soutient quant à lui que le PDG est incapable de gérer cette entreprise promettant qu'après son départ les travailleurs feront du complexe un leader en Afrique. Pour lui, il ne sert à rien de tergiverser car «les travailleurs sont déterminés à aller jusqu'au bout». D'autres actions qui seront rendues publiques sont prévues pour le cas où la principale exigence des travailleurs, à savoir le départ du PDG, n'est pas satisfaite d'après lui.

Rejetant d'un revers de la main le bilan de la direction, il affirme que la gestion n'a pas cessé de se porter au plus mal : «L'effectif qui était de 1 500 travailleurs en 1997 a baissé de moitié et la production est descendue de 50 000 moteurs chaque année à 3 000 ; autrement dit, la production mensuelle est devenue annuelle, les retraités n'ont pas été remplacés et tout l'investissement dans les moteurs et la technologie de pointe est à l'arrêt.» Au moment où nous mettons sous presse, les travailleurs maintiennent toujours leur mobilisation dans l'espoir d'obtenir le départ du PDG.

S. Hammoum

ENTREPRISE ALFADITEX DE SIDI-AÏCH

La situation s'enlise

Le dialogue social semble s'enliser au sein de l'entreprise Alfaditex de Remila dans la région de Sidi-Aïch où les travailleurs ont décidé de prolonger, hier, leur mouvement de grève déclenché mardi dernier pour protester contre leurs «mauvaises conditions socio-professionnelles».

L'accord qui aurait été conclu lors d'une rencontre ayant regroupé la direction de l'entreprise du textile Alfaditex et les représentants des travailleurs, mercredi passé, n'aurait pas finalement recueilli l'adhésion des ouvriers protestataires qui exigent l'alignement de leurs salaires sur ceux en vigueur dans les autres unités du groupe Texmaco. Certains ouvriers affirment que des «inégalités flagrantes» auraient été observées, selon eux, entre eux et les autres travailleurs des autres usines de Texmaco.

La différence dans les salaires serait, selon les mêmes protestataires, de l'ordre de quelque 4 000 DA.

Les protestataires ne comptent pas lâcher prise avant la satisfaction de leur principale doléance, qui consiste, selon eux, en «la réparation d'une injustice à travers l'application de la même grille des salaires que les autres unités du groupe». Il convient de rappeler, comme rapporté dans notre précédente édition, que des ouvriers de l'entreprise Alfaditex, que nous avons rencontrés sur les lieux de la manifestation, avaient témoigné qu'ils n'avaient pas bénéficié d'une augmentation de salaire depuis l'année 1997. Des salaires qui ne dépassent pas les 8 000 DA pour nombre d'entre eux, comme on peut le constater sur leurs fiches de paie.

A. K.

À L'APPROCHE DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Le RCD réoccupe le terrain

A l'approche de la campagne électorale et dans une conjoncture politique difficile marquée par le recul des libertés dans un pays à la croisée des chemins, le RCD réoccupe le terrain laissé vacant par les démocrates. Après Sidi-Bel-Abbès, Oran, Tlemcen, Mostaganem, Batna, Biskra, Ghardaïa, Bouira et Tizi-Ouzou la semaine dernière, les secrétaires nationaux et les députés du parti de Saïd Sadi ont animé des conférences-débats ce jeudi à Jijel et Oum-El-Bouaghi avec la société civile où ils sont revenus sur la décision du boycott de l'élection présidentielle et le gel des activités officielles du parti jusqu'à l'après-élection, ainsi que sur la possibilité de repenser une stratégie et une mobilisation citoyenne face à l'épreuve du 9 avril. Beaucoup de jeunes, d'étudiants et étudiantes ont répondu à l'invitation, selon le député Arezki Aïder, qui a co-animé la conférence de Jijel avec Groucene Abdelkader, secrétaire national à l'économie alors que le Dr Khendek, député, et Hosna Abdelhamid, secrétaire national, ont quant à eux animé la rencontre de Oum-El-Bouaghi.

Jeudi après-midi à Azazga environ 600 personnes, des élus, des militants, des sympathisants et des animateurs du mouvement associatif de quatre daïras et de seize communes de l'est de la wilaya de Tizi-Ouzou ont été au rendez-vous de la rencontre animée par des membres de la direction nationale du RCD Maître Sadat Fetta, secrétaire national aux droits de l'homme, Derguini Boubekeur, président du groupe parlementaire RCD à l'Assemblée nationale, et Hacene Mezoued, président du BR d'Alger. Parmi l'assistance, figuraient également cinq députés, un sénateur, le président de l'APW et le président du BR de Tizi-Ouzou qui a ouvert la séance.

Le ton sera donné par Me Sadat Fetta qui a assimilé le 9 avril à «une catastrophe jamais vécue dans le monde», fustigeant la révision constitutionnelle qualifiée de trahison du peuple algérien, et concoctée dans l'opacité pour permettre à Bouteflika une présidence à vie, et décortiquant un à un tous les subterfuges du pouvoir pour faire avaler la couleuvre au peuple, soulevant des similitudes entre la publication du rapport du département américain sur les droits de l'homme en Algérie avec le rapport du parti et assénant sentencieusement qu'en Algérie 5% d'Algériens ont accaparé 50% des richesses nationales. Le président du groupe parlementaire RCD à l'Assemblée nationale est quant à lui arrivé à la conclusion que la crise algérienne est causée par la triptyque du changement et détournement des symboles de la Révolution, la transformation des échecs en succès et la fraude qui caractérise l'action du pouvoir. Une situation induisant, selon lui, un déficit dans tous les secteurs à l'exemple du tourisme où seuls 500 touristes étrangers ont été recensés dans notre pays contre 8 millions au Maroc et 7 millions en Tunisie.

Derguini, qui est revenu sur les raisons du gel des activités, qualifiant la décision de nouveauté, a aussi rappelé l'exigence de l'action de surveillance nationale des élections qui ne peut, selon lui, se faire avec l'Union africaine ou arabe mais avec l'Union européenne qui a arrêté des standards de surveillance sur trois critères dont une présence anticipée au pays au moins trois mois à l'avance pour vérifier le fichier électoral, les finances et l'accès aux médias publics et privés. Au Venezuela, note l'orateur, l'opposition a le droit d'inviter des observateurs internationaux.

Sur ce sujet, des P/APC ont signalé des inscriptions sur le fichier électoral de membres de corps constitués impossibles à vérifier, et ce, «pour relever le taux de participation en Kabylie» comme à Fréha où il est fait état de 1 900 nouvelles inscriptions entre gendarmes et militaires et à Azazga. Le président du BR d'Alger a déclaré pour sa part que le 9 avril consacrera Bouteflika président à vie. Il reviendra sur la main tendue de Sadi au FFS indiquant que l'espoir est permis et «qu'ensemble on peut faire quelque chose».

La présence du P/APC FFS de Timizart constitue-t-elle un prélude à cette union derrière laquelle court le RCD ? Ce dernier affirmera que la situation est à l'urgence, qu'elle interpelle tout le monde et qu'elle transcende toutes les régions, clamant que le pays est présentement spolié de sa souveraineté et que le régime a avoué son échec lors de la rencontre régionale des maires.

Le P/APW de Tizi-Ouzou, Mohand Ikhervane, n'a pas manqué quant à lui de faire le lien avec ses fonctions : «A l'APW, on marchera dans le respect des lois mais on ne se laissera pas faire.»

Les invités ont par la suite été libérés, après une collation, pour permettre aux élus et militants RCD de débattre en privé de la situation.

S. H.